

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°347 - 13 au 26 novembre

18^e ANNÉE 2,50F

DEVANT LA REPRISE DES LUTTES

Les tâches des ouvriers combattifs

Il aura fallu plus de trois ans pour qu'une vague de luttes se dessine en France, souvent d'ailleurs dans les lieux mêmes où des mouvements importants avaient éclaté en 1976-78: Renault, Peugeot, SNCF, Caisse d'Épargne, Banque (BNP surtout). C'est dire que l'opium électoral n'était pas la seule cause de ce sommeil, traversé de violents sursauts contre les fermetures d'entreprises: il y avait aussi le poids matériel de la crise, la peur du chômage.

La reprise partielle d'aujourd'hui ne signifie pas que les travailleurs qui participent à ces mouvements aient perdu toute illusion réformiste. Il est vrai qu'une partie d'entre eux ont pu être poussés à l'action par l'écho des promesses électorales: les 35 heures, non pas dans cinq ans, mais tout de suite, et sans compensation, à la Caisse d'Épargne et à la BNP; la régularisation pour de bon, et un contrat de travail pour les travailleurs immigrés sans-papiers.

Mais parce que ces promesses étaient l'expression de besoins matériels réels, les bourgeois de droite et de gauche ont beau chercher, à la base des mouvements en cours, de nébuleux «complots»: la cause,

c'est l'impatience devant des conditions matérielles insupportables, l'accélération des cadences, la chasse aux moindres temps morts chez Peugeot et Renault, le blocage des salaires, la discrimination et les menaces sur l'emploi frappant d'abord les travailleurs immigrés.

La bourgeoisie voit bien qu'il s'agit de «luttes balkanisées» (c'est l'expression que la presse a utilisée). Elle en tire l'appréciation que nous n'aurons pas de mouvement d'envergure dans l'immédiat. C'est sans doute vrai. Est-ce une raison pour affirmer avec Delors: «Les travailleurs sont prêts à retrousser leurs manches» (interview au «Nouvel Observateur» du 24/10/81)? C'est sans doute bien optimiste.

En effet, dans cette «balkanisation», la bourgeoisie et les bonzes syndicaux craignent aussi la difficulté réelle de parvenir à contrôler des foyers de lutte trop dispersés. Chacun se rassure en visant son bouc émissaire favori (la CGT, la CFDT, et retour...), mais on n'y croit pas, on sait bien que le vrai danger est ailleurs, dans l'accumulation d'un mécontentement

(Suite page 2)

Problèmes de la lutte ouvrière en Pologne

La grande grève d'août 1980 qui a relancé le mouvement de lutte des prolétaires polonais a suscité l'enthousiasme des communistes révolutionnaires et a indéniablement donné du courage aux prolétaires qui, dans tous les pays, pensent à leur classe.

Ce n'est pas seulement parce que cette lutte représente le mouvement ouvrier le plus profond depuis de nombreuses années et parce qu'elle a dévoilé l'exploitation capitaliste qui se cache dans les pays de l'Est sous le soi-disant «socialisme réel».

C'est aussi parce qu'elle a montré que, malgré toutes les difficultés, il

était possible de faire reculer le capital et son Etat grâce à la préparation et à l'organisation de la lutte, en cachette de l'Etat, de sa police et de ses larbins, et malgré les conditions politiques interdissant toute activité publique, «non conforme», de la classe ouvrière et malgré la répression quotidienne.

Ce travail patient et obstiné a permis de forger un centre d'initiative et de direction indispensable à la généralisation et à la conduite de la grande grève de l'été 1980, et a fourni l'ossature de la plus vaste organisation née depuis longtemps dans la foulée d'une lutte ouvrière authentique.

du droit de grève, Walesa lance un appel à la cessation des grèves, et tient un sommet avec Jaruzelski et Gilemp, le nouveau primat, qui explique carrément qu'«il faut un ordre social», que l'«ordre moral doit inspirer un ordre social» et qu'«il faut l'autorité, le travail».

La classe ouvrière continue de manifester sa colère, face aux difficultés d'approvisionnement qui grandissent, aux conditions de travail qui deviennent plus dures. Des conflits aigus de tendance se sont manifestés au dernier congrès de Solidarité. La mauvaise humeur règne aux différents niveaux d'une organisation qui est encore loin d'avoir la «rigidité» et la discipline qu'ont chez nous les appareils de la CGT et de la CFDT, nettoyés et mis au pas par de longues années de lutte contre le «basisme», le «gauchisme» et la chasse aux «coucous».

Mais on doit constater que dans l'ensemble cette tendance à la collaboration entre l'Etat et le syndicat se poursuit et s'intensifie, malgré des élans de lutte qui sont loin d'être domestiqués. Et cela entraîne le risque que le découragement frappe les prolétaires à qui la grève de l'été 80

(Suite page 3)

Le besoin d'une perspective politique pour la lutte

L'évolution de la direction de Solidarité, c'est-à-dire le rôle de «pompiers sociaux» joué par Walesa et ses «experts» n'est cependant pas sans susciter des interrogations sur l'avenir du mouvement. On a vu les tentatives répétées de limiter l'étendue des grèves et de les faire cesser et la «trève» signée en mars 1981 avec le gouvernement Jaruzelski; on a vu le dernier congrès de Solidarité, où Walesa a dû réclamer une véritable «dictature»

pour discipliner les tendances centrifuges, forger un véritable appareil sur la base de la collaboration avec le gouvernement; on a assisté au glissement de l'idéologie officielle du syndicat d'une ligne de défense de la classe ouvrière à une ligne de «défense de la Pologne». Les récents événements sont hautement significatifs: au moment même où Jaruzelski prend tous les pouvoirs, quadrille militairement le pays et réclame la suspension

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

L'impérialisme français reste le gendarme de l'Afrique

Le nouveau gouvernement — socialisme oblige — s'est empressé de proclamer la «fin du néo-colonialisme».

Le sommet franco-africain de Paris a permis à l'impérialisme français de définir sa politique. Par la bouche de Mitterrand, il a déclaré vouloir établir «un style nouveau de rapports» avec le continent noir; il a manifesté sa volonté d'«empêcher que l'Afrique ne devienne le champ des rivalités et des contradictions extérieures» au continent; il a affirmé que «la totalité des engagements souscrits» à l'égard des Etats africains seraient tenus, tout en «respectant scrupuleusement leur souveraineté» (sic).

Dans la pratique, l'impérialisme français renforce ses liens avec le Mali, qui réintègre complètement la zone franc, avec le Bénin et le Congo, et cherche à étendre ses «accords de coopération» à l'Angola, au Nigéria, bref à étendre son influence économique et politique aux ex-colonies portugaises et anglaises.

(Suite page 3)

SANS-PAPIERS

RENFORCER LA LUTTE!

Les diffuseurs de prospectus travaillent dans des conditions bestiales: 8 à 11 heures par jour, 3.000 prospectus à diffuser, des centaines d'escaliers à grimper, un salaire de 2.000 F par mois, le chantage continu au licenciement, et en plus la menace constante du contrôle policier liée à la condition d'immigrés sans-papiers.

Nous avons parlé dans notre n°344 de la grève des diffuseurs de Montrouge pour l'obtention du contrat de travail, et de la constitution d'un Comité de sans-papiers visant à organiser et étendre la lutte et à prendre des liens avec d'autres travailleurs. Cette première tentative d'organisation a porté ses fruits: à l'exemple de Montrouge, des grèves avec occupation ont éclaté dans d'autres boîtes similaires employant des travailleurs au noir: à Ivry, Montreuil, Bd Richard-Lenoir, rue Marcadet, rue de Madagascar et Bd de la Bastille.

(suite page 7)

RASSEMBLEMENT CONTRE LA REPRESSION EN ALGERIE

samedi 21 novembre, 15h. Métro Kléber

Le comité RIPRA (Riposte à la Répression en Algérie) organise un rassemblement devant l'ambassade d'Algérie (rendez-vous métro Kléber), pour réclamer la libération de tous les prisonniers politiques en Algérie (détenus d'El-Harrach, de Lambèse, manifestants de Béjaïa, etc.). Nous d'Al-Harrach, de Lambèse, nous les révolutionnaires, nous les prolétaires soucieux des intérêts de leur classe et des masses exploitées à participer massivement à ce rassemblement qui a tout notre soutien.

Brisons le mur du silence qui entoure les militants emprisonnés en Algérie! Solidarité prolétarienne pour arracher tous les prisonniers politiques algériens à leurs bourreaux «socialistes»!

Solidarité prolétarienne avec les masses algériennes en lutte pour les libertés politiques, syndicales et culturelles et pour le vrai socialisme!

DANS CE NUMERO A 8 PAGES:

- Caractéristiques essentielles de la situation internationale
- Il y a 25 ans, Budapest
- Travail intérimaire. Lutte contre la répression.
- Luttes à Renault, SNCF.

Les tâches des ouvriers combattifs

(Suite de la page 1)

dont le patronat redoutait déjà, sous Giscard, la sourde fermentation, et qui, cette fois, n'aurait plus devant lui l'exutoire électoral.

Nous, communistes, ne nous rejouissons pas non plus de cette balkanisation: parce qu'elle est le produit historique de dizaines d'années de division des prolétaires par atelier, nationalité, sexe, âge. Si bien qu'aujourd'hui, quand un conflit éclate, le plus souvent malgré eux, les contre-révolutionnaires qui dominent les organisations syndicales n'ont même besoin d'isoler une lutte par des cordons sanitaires. Il leur suffit souvent de ne rien faire pour l'étendre et de laisser les travailleurs tourner en rond, tâtonner pour retrouver un à un les moyens concrets de la solidarité, y parvenir trop tard, quand les gestionnaires syndicaux et le patron se sont entendus sur leur dos.

Mais des facteurs plus récents interviennent aussi. Les autres forces qui avaient pu prendre l'initiative de luttes, fournir un petit relais organisatif, quitte à s'arrêter chaque fois avant l'affrontement avec l'opportunisme, les ex-gauchistes d'après 1968, ne franchissent même plus ce premier pas. Le courant trotskyste, en particulier, avait déjà rendu les armes en se prononçant contre les comités extra-syndicaux. Aujourd'hui toute honte bue, il se contente, en grognant un peu contre les lenteurs, d'appeler les travailleurs à aider le gouvernement contre les patrons «comploteurs».

Ainsi, les travailleurs les plus conscients se trouvent, comme le disaient en 1980 les grévistes d'Alstom, «le dos au mur»: un terrible vide politique et

organisateur, l'effondrement de bon nombre d'illusions politiques, mais aussi un balayage salubre des pseudo-solutions intermédiaires de type réformiste avec assaisonnement de «lutte à la base». Les travailleurs qui ont ouvert le feu dans les grèves d'octobre ont rendu à leurs frères de classe le service d'obliger les «camarades ministres» à montrer leurs préoccupations réelles: pas la «lutte à la base», mais la poursuite de la production, l'ordre dans les services publics, face auxquels les grévistes excédés par des années de fausses promesses ne sauraient être (merci Fiterman!) que des «provocateurs»...

Ces luttes mettent ainsi les travailleurs les plus décidés devant une responsabilité très lourde. Mais parmi ceux qui n'ont pas eu peur de partir en grève tout seuls, malgré tous les appels à la patience, il y en aura pour faire le second pas: tirer les leçons du mouvement en cours, travailler sur sa lancée pour préparer les prochains mouvements; pour se donner eux-mêmes, fût-ce sous une forme encore réduite, les moyens organisationnels de déjouer le sabotage qui a détourné, au profit de la paix entre les classes, les organisations que les ouvriers s'étaient données pour la guérilla quotidienne contre la bourgeoisie.

Il n'est pas nécessaire d'être communiste pour sentir la nécessité de ce travail et de cette orientation. Mais les armes programmatiques et tactiques du communisme sont les seules qui permettent de mener ce travail jusqu'au bout, de déjouer des pièges plus dangereux que l'opposition ouverte aux grèves (tels qu'un «durcissement» factice du PC et de la CGT, par exemple). Notre travail est aujourd'hui, en participant à ces luttes, d'aider à leur développement et à leur liaison, à l'apparition de nouvelles initiatives à partir du bilan de ces premières escarmouches sérieuses.

C'est justement ce que craint la bourgeoisie, devant les grèves encore isolées d'aujourd'hui. Mais notre tâche est aussi de faire pénétrer le plus possible les leçons de l'expérience des autres luttes, présentes et passées; de donner le courage de couper tous les ponts politiques avec les forces du centrisme afin de favoriser les initiatives de lutte et d'organisation, et enfin de lier les luttes présentes à la préparation d'une issue révolutionnaire à la crise de la société bourgeoise.

La vieille querelle syndicale peut-elle encore servir ?

Après la colère de Maire, voici les indignations de Fiterman: que trame la CFDT? Veut-on «paralyser le service public» à la SNCF? Effets de voix pour la galerie... La CFDT est d'accord pour la modération salariale, à condition qu'elle soit maquillée de «droits nouveaux».

Elle se donne un mal fou depuis septembre pour donner aux accords de branche sur le temps de travail un aspect présentable: les travailleurs avaleront-ils mieux 37 heures en 1985 ou 39 heures en 1982? Quant à la CGT, elle sait fort bien que les éléments combattifs qui se sont manifestés dans les banques, les chemins de fer ou à Renault à travers la CFDT ne sont pas des fidèles de Maire ni des adeptes du recentrage.

Dans certaines fédérations, ils peuvent être influencés par des courants de type anarchiste, mais le plus souvent, ce sont des travailleurs combattifs sans étiquette politique, inscrits à la CFDT uniquement parce qu'elle n'est pas encore parvenue à les interdire de syndiquer comme le fait la CGT (mais ils ne perdent rien pour attendre!), et parce qu'ils sentent le besoin d'une association ouvrière pour la lutte immédiate.

La CGT sait fort bien, en réalité, que la CFDT fait aussi sa police, qu'elle a pratiquement exclu les cheminots trop remuants, et que Maire vient de faire à l'Union Régionale

Parisienne une intervention de censeur pour dénoncer l'orientation «gauchiste».

Mais, comme avant le 10 mai, l'entente de fond n'empêche pas les différences de style et surtout la plus âpre concurrence de boutique. La CGT, bien installée depuis l'après-guerre dans les entreprises nationalisées ne veut pas y perdre ses colonies (800 employés du CE à Billancourt pour 13.000 travailleurs), et espère se placer dans les nouvelles, au besoin à travers les conseils d'atelier ou autres innovations bien contrôlées. La CFDT a moins à perdre dans ce secteur, et peut au contraire profiter de son rôle de minoritaire pour se donner des airs de va-t-en-guerre, de préférence en fin de lutte, quand cela ne tire pas à conséquence.

Chacune des centrales garde une petite marge de «durcissement» apparent, et peut, notamment, laisser quelques mètres de laisse à ses «gauchistes», certaine qu'ils n'iront pas, eux, jusqu'à préparer l'affrontement contre les directions, mais joueront un rôle de récupération. Mais les possibilités de concessions et de double jeu syndical sont limitées, comme on l'a vu à Renault, par la dureté de la crise, le souci de rassurer le patronat, et la crainte d'une contagion du mouvement revendicatif. Et c'est là un facteur positif, surtout dans la mesure où des groupes de travailleurs paraissent décidés à ne plus se contenter de promesses.

Solidarité avec les emprisonnés de Lambèse

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos militants et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense. Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention «Solidarité Algérie»

Fastes capitalistes

Un an et demi après l'assassinat de Kader

Le prix de la vie d'un prolétaire

17 mois de prison ferme pour avoir brûlé une voiture à Lyon. 60 mois avec sursis pour avoir tué un jeune prolétaire immigré à Vitry. Deux verdicts d'une même justice

D'un côté une condamnation lourde contre le danger de voir s'étendre la révolte d'une jeunesse prolétarienne qui n'a rien à attendre de cette société, de l'autre une condamnation qui n'en est pas une et qui ne peut en être une.

Nous serons les derniers à voir dans ces deux verdicts la preuve d'un «mauvais fonctionnement» de l'appareil judiciaire ou le poids de «mauvais» juges. Ces deux condamnations sont là pour nous rappeler qu'une bonne justice — bourgeoise — est une justice bonne pour les bourgeois et leurs mercenaires. Souvenons-nous des «bons» jugements de Tramoni, assassin de Pierre Overney, du brigadier Marquet,

assassin de Mohammed Diab, du brigadier Marchaudon, assassin d'un immigré, rappelons-nous du «bon» jugement des assassins de l'ouvrier Pierre Maître à Reims, etc.

Ces deux jugements ont donc provoqué une saine et juste révolte des camarades de Kader après le verdict d'acquiescement du gardien assassin et leur ont fait dire «un immigré, dans cette société, ça vaut trois fois moins qu'une bagnole».

La haine des jeunes prolétaires contre cette justice et ces flics au service de l'exploitation est un facteur important de la reprise de classe. Il faut la nourrir du programme révolutionnaire et la transformer en volonté d'organisation. Alors, tous les vigiles, les flics, les juges et leurs maîtres commenceront à trembler!

Une prolétaire se suicide à St-Uze

Un nouveau crime du capitalisme

«Une femme de trente ans, mère de trois enfants, s'est suicidée, mardi 3 novembre, peu avant l'arrivée des huisseries et des gendarmes qui devaient l'expulser de sa maison à Saint-Uze (Drôme). Agnès Vialatte et son mari ne parvenaient plus à payer les dettes qu'ils avaient contractées pour construire leur F-5, un peu à l'écart du village. Les salaires du ménage — elle était employée à l'hôpital de Saint-Vallier, lui veilleur de nuit — n'y suffisaient plus. Mme Vialatte, qui depuis un an se débattait pour «joindre les deux bouts», a donc choisi de mourir. Une information a été ouverte par le

parquet de Valence.» (Le Monde du 5 novembre).

En dépit de tous les apologistes de l'accès à la propriété comme solution universelle aux problèmes de vie des prolétaires, le drame de Saint-Uze vient rappeler qu'il n'y a pas d'issue à la question du logement pour les travailleurs tant que subsisteront l'exploitation et les salaires de misère.

C'est le capitalisme qu'il faut mettre à mort. En attendant, développons la solidarité prolétarienne contre les saisies et les expulsions, et la lutte pour l'augmentation radicale des salaires!

Antimilitarisme

Les gauchistes entre la paix et la guerre

Le PCML

■ Le PCML est le meilleur exemple, au sein de l'«extrême-gauche», du «pacifisme» chauvin, militariste, et pour tout dire... belliciste. Certes, proclame-t-il, «les peuples veulent vivre dans la paix». Mais c'est pour ajouter aussitôt: «il n'y a de paix que dans l'indépendance» (Humanité Rouge des 15-21 octobre). Les deux superpuissances, l'URSS surtout, sont seules accusées de vouloir la guerre. Qu'elles désarment! Quant à nous, «nous lutterons contre toute domination étrangère, qu'elle porte le masque de la «pax sovietica» ou de la «pax americana»». Que la France continue donc de s'armer jusqu'aux dents, qu'elle continue à jouer son rôle impérialiste dans le monde, fût-ce en accordant l'indépendance à ses dernières colonies, puisque «l'établissement avec tous les peuples de

relations basées sur l'égalité [!] et la coopération est en effet indispensable pour que notre pays puisse jouer un rôle conséquent, au côté du Tiers-Monde, dans l'opposition aux supergrands».

Tout est donc fait pour exalter le militarisme français, au nom de... la paix: «force de dissuasion crédible», «amélioration de l'industrie militaire» et même (là le tragique devient farce) introduction dans la Constitution d'une clause interdisant la capitulation dans la guerre. Tous les thèmes écœurants hérités du stalinisme époque de la seconde guerre mondiale et de la Résistance se retrouvent dans ce champion du pacifisme armé, qui a fait sienne la vieille devise: «si tu veux la paix, prépare la guerre»...

La LCR

■ Le pacifisme de la LCR est d'un autre style. A l'image du PCF, elle rejette toute la faute de la course aux armements sur les USA et «les projets criminels de Reagan» (Rouge n° 987, 23-29 octobre). Mais comme son maître n'a droit qu'à un «soutien critique», il faut bien se démarquer. Ainsi, elle se prononce pour la «réduction massive du budget militaire français» — réduite, il est vrai, à la diminution du service militaire (revendication très sentie par les jeunes), et à l'abandon du 7^e sous-marin nucléaire et de la bombe à neutrons (dernier point sur lequel le PCF est d'accord)

De même, elle affirme ne pas croire «qu'il faille assigner au mouvement anti-guerre un rôle de masse de manœuvre pour la diplomatie soviétique»: il n'empêche que ses préférences sont claires

(voir son attitude sur l'Afghanistan).

Le pacifisme de la LCR est de ceux qui désarment le prolétariat: rien n'est dit, tant s'en faut, pour montrer aux prolétaires que le seul moyen d'arrêter la guerre est la révolution, donc la préparation de la violence armée du prolétariat et de la guerre civile. On se fie à des moyens purement démocratiques: marches pour la paix derrière le PC, appels au gouvernement français pour qu'il «change de position» et renonce à son alignement sur Washington. N'en doutons pas: mouche du coche du pacifisme bourgeois, le pacifisme petit-bourgeois impuisant de la LCR sera tout prêt, une fois la guerre venue, à tomber dans le piège de la défense de la patrie «agressée».

Le passé de la IV^e Internationale est là pour l'attester.

Les problèmes de la lutte ouvrière en Pologne

(Suite de la page 1)

avait rendu l'espoir. Il est indéniable qu'une telle évolution pose un problème politique d'importance auquel il est nécessaire d'apporter une explication théorique.

Nous ne nous attarderons pas sur les explications faciles et mécanistes qui font découler une telle évolution de la nature même de la lutte revendicative, de l'organisation syndicale ou même de toute organisation permanente, et qui ne donnent d'autre alternative à la classe ouvrière que de faire la révolution ici et maintenant, ou alors de rompre le combat quotidien qu'elle mène contre l'adversaire.

Il n'est pas très difficile de constater que la direction de Solidarité, toutes tendances confondues, c'est-à-dire aussi bien les courants social-démocrates dont le KOR, que les courants plus ou moins liés à l'Eglise, dont celui de Walesa, en sont arrivés au point où ils vont à l'encontre des intérêts objectifs du mouvement. C'est en ce sens qu'ils le «trahissent».

Il n'est pas très difficile non plus de constater que l'Eglise ou Kuron ont le même programme aujourd'hui qu'avant la grève de l'été 1980.

Il est plus difficile d'expliquer le fait que cette ligne d'«autocastration» des moyens de lutte et d'acceptation des sacrifices finit par «porter» sur les réactions ouvrières, c'est-à-dire par paralyser ou submerger bien souvent la résistance de noyaux pourtant entêtés à défendre les conditions de vie, de

travail et de lutte. Or, cette compréhension est indispensable pour combattre efficacement l'orientation officielle.

Nous avons relevé au printemps dernier qu'au point où nous sommes arrivés du mouvement en Pologne, la lutte prolétarienne à grande échelle, partie comme une réponse objective à la crise capitaliste, est désormais devenue un **facteur considérable d'aggravation de la crise économique**. Pendant les six premiers mois de 1981, la production a baissé de 12% par rapport à la même période de 1980, qui indiquait déjà une baisse par rapport aux années précédentes. La classe ouvrière manque de tout: de nourriture, de charbon pour se chauffer, de médicaments, et l'hiver s'annonce très difficile.

Nous remarquons aussi qu'on atteignait pour la même raison la limite au delà de laquelle la lutte immédiate tend à se porter sur le terrain politique: dans une telle situation de crise aiguë, la question qui se pose est de subordonner cette lutte immédiate à une réorganisation de la société qui assure **les conditions d'une satisfaction** des revendications immédiates.

Or, en l'absence d'une force déjà capable de lier la lutte prolétarienne à la lutte pour la réorganisation de la société sur une base communiste, et donc pour la dictature prolétarienne qui se fixe cette tâche en consolidant dans l'immédiat les conquêtes de la lutte ouvrière, c'est une **réforme** de l'économie et de l'Etat qui s'impose au

mouvement social, en s'appuyant sur les poids des idéologies et des courants **démocratiques, nationaux et religieux**.

Pourquoi «l'autogestion»

Cette réforme, qui est depuis longtemps dans l'air en Pologne comme dans tous les pays de l'Est, c'est la fameuse «révolution anti-bureaucratique» ou l'«autogestion» qui doit favoriser l'autonomie des entreprises, permettre une plus grande participation des travailleurs à la gestion, et s'accompagner d'une «ouverture démocratique» de l'Etat supposée garantir cette réforme. C'est ainsi que le congrès de Solidarité a formulé le programme d'une «République polonaise autogestionnaire».

Il est clair que si le carcan du contrôle bureaucratique était nécessaire pour intégrer l'économie polonaise à l'ensemble du COMECON et chercher à amortir les réactions d'une classe ouvrière remuante, l'autonomie des entreprises est devenue dans une économie plus «ouverte» une exigence vitale: sous le capitalisme, toute entrave mise à la concurrence pénalise l'économie du pays. Or cette «autonomie», réclamée et théorisée par les bourgeois et les petits-bourgeois, est également utile pour décentraliser les conflits du travail au niveau des entreprises. Sinon, comme le montre à l'évidence l'exemple polonais, toute revendication se généralise vite pour

mettre en cause l'Etat en tant que «capitaliste collectif». Une telle constatation doit donc conduire l'Etat polonais comme tous ses voisins, à accorder un certain degré d'autonomie aux entreprises.

Le problème est qu'une telle réforme laisse davantage de jeu aux «forces spontanées» de la bourgeoisie nationale et donc aux tendances pro-occidentales, éliminées du pouvoir en 1945 et particulièrement vivaces en Pologne, ce qui inquiète légitimement la fraction de la classe dominante au pouvoir et l'impérialisme russe.

C'est cette réalité contradictoire qui explique le besoin qu'ont toutes les forces capitalistes en Pologne de s'entendre mais aussi, en même temps, l'âpreté des querelles et le caractère plus qu'éphémère des équilibres atteints, que tout élan de lutte ouvrière ou tout événement international peut remettre en cause.

La classe ouvrière polonaise espère qu'une telle «autonomie» permettra d'atténuer la misère présente, en mettant fin au fantastique gaspillage provoqué par le corset du contrôle bureaucratique sur les «forces spontanées du marché» et en relevant l'économie polonaise par rapport à ses concurrents occidentaux; cet espoir lui fait accepter pour l'instant la perspective autogestionnaire.

Il est cependant évident que même si la réforme était effectuée, on calcule que la production ne retrouverait son niveau de 1978 qu'en 1985, sans pour

cela diminuer encore l'endettement international. Combien d'années de sacrifices faudra-t-il dans ces conditions pour rattraper le niveau de vie de 1978, qui n'était pourtant pas si fameux? Surtout, la classe ouvrière s'apercevra rapidement que le mal dont elle souffre est moins dû à la faiblesse de l'économie nationale polonaise sur le marché mondial qu'aux conséquences mêmes du «jeu spontané» du marché capitaliste, qui entraîne l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre, et suscite une succession de crises toujours plus catastrophiques, dont la classe ouvrière est la première à faire les frais.

Peut-être faut-il que la crise frappe plus durement les belles démocraties occidentales et y pousse à la reprise de la lutte prolétarienne à une échelle bien moins étroite qu'aujourd'hui, pour que cette démonstration s'imprime dans la conscience des prolétaires qui font preuve d'une si grande combativité en Pologne, et qu'ainsi leur apparaisse l'impérieuse nécessité de lier la lutte immédiate à la préparation de la révolution prolétarienne et communiste, qui s'attaque aux racines du mal, le capitalisme, c'est-à-dire une société fondée sur le travail salarié.

En tous cas, la douloureuse expérience faite par nos frères de classe polonais ne doit pas être perdue. Il faut qu'elle serve à la classe ouvrière de tous les pays pour hâter l'heure de l'émancipation prolétarienne.

L'impérialisme français en Afrique

(Suite de la page 1)

L'affaire du Tchad est révélatrice de cette politique «socialiste». Là où l'impérialisme français avait eu des déboires avec les succès libyens, il vient de convaincre le gouvernement tchadien lui-même de faire appel à lui pour une aide économique, technique et «logistique»; il réussit à faire passer l'intervention d'une «force interafricaine», qui suscite le retrait des troupes de Khadafi et l'intéresse au premier chef, comme une initiative africaine patronnée par l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Qu'il ait fallu pour cela lancer le bruit d'un coup d'Etat libyen à N'Djamena afin de mobiliser l'opinion et mettre en alerte la base militaire de Bouar en Centrafrique, bref faire peser la menace d'une intervention française au Tchad tout en proclamant officiellement qu'elle était exclue, voilà pour le «style nouveau»!

En août, un accord de défense a été passé avec le Cameroun, inquiet des appétits de son puissant voisin, le Nigéria. Que ces inquiétudes ne soient qu'une occasion pour la France de renforcer son dispositif, apparaît dans le fait que l'état-major considère Yaoundé et Libreville comme les pivots «d'une politique militaire française au centre du continent africain», c'est-à-dire d'une politique visant à défendre les chasses gardées françaises contre les

impérialismes concurrents qui viseraient à y introduire des «rivalités et contradictions extérieures». En tout cas, voilà avec ce nouvel accord militaire, un nouveau motif d'intervention militaire pour demain, et il n'aura pas besoin d'être justifié par les appétits impérialistes de la France (le Cameroun n'est pas seulement bien situé, il a aussi beaucoup de richesses et désormais du pétrole!), mais par le «respect des engagements pris»!

Pour «tenir ces engagements», Henu n'est pas en reste. Poursuivant la politique de ses prédécesseurs, il active la mise sur pied d'une troisième division d'intervention (pardon, d'«assistance», car là aussi le changement est passé!), stationnée en Corse et manifestement destinée, comme le dit la presse, à «faire face à des défis outremer du genre des interventions libyennes». Mais cette fois, il s'agit de se préparer, selon l'expression des militaires, à des «actions extérieures musclées», avec des chars AMX-30, dont la logistique n'est cependant pas encore au point.

Derrière les discours hypocrites sur le «new-deal» en faveur du Tiers-Monde, et le «respect de la souveraineté» des petits Etats, l'impérialisme français reste bien le gendarme de l'Afrique! Il s'agit d'en tirer les conséquences révolutionnaires en le combattant comme tel.

HUILE ESPAGNOLE

Le capitalisme nous empoisonne !

Déjà 167 morts officiellement recensés... En fait, on est loin de connaître toutes les conséquences de la distribution d'huile empoisonnée en Espagne, et qui sont catastrophiques, même pour ceux qui n'en meurent pas. Mais l'origine du «mal mystérieux» n'est pas si mystérieuse que ça.

Dans l'une des versions, on aurait allongé l'huile de colza avec de l'huile de coupe. Dans l'autre version, plus vraisemblable, des fraudeurs achètent très bon marché en France une huile de colza et de tournesol rendue impropre à la consommation par l'adjonction de produits toxiques; si on parvient ensuite à retirer ces produits chimiques on peut remettre l'huile dans le circuit alimentaire. Il semble que la chose ne soit pas rare, mais cette fois, le bricolage n'a pas réussi. On ne sait quelles quantités d'huile toxique sont en circulation.

Dans un cas comme dans l'autre, on voit que le profit se fait sur la santé et la vie des ouvriers, qui seuls consomment ces huiles bon marché, car les bourgeois peuvent se payer des huiles de meilleure qualité.

Nous sommes d'avis qu'il faudrait régler leur compte aux trafiquants qui s'enrichissent aux dépens de la santé des exploités: on s'attend déjà à des milliers de victimes! Mais ils ne sont pas seuls responsables. Ils sont le produit **inévitabile** d'une société basée sur le

profit. D'une société qui en arrive à rendre impropre à la consommation des centaines de milliers de tonnes d'huile alimentaire alors que le quart de l'humanité crève de faim! Voilà le vrai scandale, et la vraie source de cet empoisonnement. C'est l'économie de marché qui conduit à cette énormité: **détruire ou empoisonner** des aliments pour maintenir les cours et permettre à la production de capital de continuer. On empoisonne de l'huile, on distille du sucre, on jette des fruits, etc., etc., après quoi on fait des beaux discours à Cancun.

Par delà les responsables immédiats, qui ne font que suivre les lois profondes de la société bourgeoise, la haine des prolétaires doit donc aller aux rapports capitalistes de production, à l'économie fondée sur le salariat et le marché, sur la course à la rentabilité et au profit. Et pour lutter véritablement contre les requins de l'industrie alimentaire, les prolétaires ne peuvent pas compter sur l'Etat bourgeois. S'il est parfois obligé de réfréner les «excès» de tel bourgeois qui viole trop les «règles du jeu», c'est lui justement le gardien des règles du jeu bourgeois, c'est lui justement qui est l'armature et le rempart de l'ignoble forme sociale qui empoisonne l'humanité. C'est lui que les prolétaires doivent abattre pour s'émanciper et libérer tous les hommes du poison capitaliste!

La marée du chômage

Le chômage continue à augmenter — et à augmenter de façon accélérée — dans le monde, même dans les pays riches qui réussissent pourtant à repousser une partie de la crise et du chômage vers les pays pauvres en particulier ceux du Tiers-Monde.

La CEE compte maintenant 9 millions de chômeurs et selon un commissaire européen ce chiffre pourrait atteindre 10 millions à la fin de 1982 et 15 millions dans les années 1984-85 «si la politique économique n'est pas changée».

En Allemagne on en est à 1,36 million de chômeurs officiels (mais tout le monde parle plutôt de 1,5 million). La progression a été de 9% en un mois et de 54% en un an!

En France on a dépassé en octobre la barre des 2 millions et l'augmentation est de 4,9% par rapport à septembre et

de 26,6% par rapport à octobre 1980.

Aux Etats-Unis enfin la récession que connaît le pays a fait passer le taux de chômage de 7,5% en septembre à 8% en octobre, soit une augmentation d'un demi-million de chômeurs en un mois et de un million par rapport à juillet!

L'augmentation a touché toutes les catégories, mais surtout la population noire et les ouvriers en général. Dans la population noire le taux s'est élevé à 16,70%, un niveau record pour le second mois de suite, et chez les ouvriers il a atteint 11% son plus haut niveau de l'année.

Avec de tels chiffres, il n'y a pas une famille ouvrière qui ne soit touchée de près ou de loin par le chômage! Voilà les résultats de tant d'années d'efforts et de sacrifices! Décidément, il est temps de se débarrasser du capitalisme!

LES TEXTES DU PARTI

Les publications suivantes sont disponibles dans la série «les textes du Parti Communiste International» aux Editions Programme Communiste.

- 2. Parti et classe, 112 pages..... 8,00 F
- 5. La «Maladie Infantile», condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine «La Maladie infantile», 100 pages..... 7,00 F
- 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours..... 15,00 F

Commandes au Prolétaire, 20, rue Jean Bouton 75012 Paris.

Le cours du capitalisme mondial et les Caractéristiques essentielles

La présente circulaire se rattache étroitement à celle de septembre 1980 (*). Un an après, la scène économique, sociale et politique mondiale apparaît caractérisée par l'accumulation et donc le renforcement des contradictions et des tensions auxquelles il n'était pas difficile de prévoir que le cours de l'impérialisme nous aurait fait assister. En ce sens, on pourrait croire qu'il n'y a pas grand chose à ajouter à l'analyse et aux prévisions de l'époque. Cependant le développement ultérieur de la situation dans le monde entier, pourvu qu'on la prenne non pas dans ses aspects contingents et superficiels, mais dans l'ensemble de son devenir, a rendu plus mobile et plus multiforme la tableau que nous traçons il y a un an, et plus complexes les problèmes posés à notre organisation.

Le fait est que la crise de la société bourgeoise, dont un bon nombre de gens se plaisaient à annoncer le dépassement prochain, s'est étendue et approfondie. Mieux, elle a démontré une fois de plus que tous les moyens par lesquels le capitalisme tente de résoudre ses crises ne font — comme l'écrivait le *Manifeste* de 1848 — que jeter les prémisses de crises encore plus violentes, et réduire les moyens de les prévenir.

Nous nous efforcerons maintenant d'énumérer les caractéristiques les plus significatives du cours de l'impérialisme durant l'année écoulée, sans distinguer, dans un premier temps, entre les aspects objectivement positifs et les problèmes délicats qui en découlent subjectivement pour le parti.

donc aussi les orientations des partenaires du bloc atlantique se différencieront; on peut d'ailleurs prévoir que des phénomènes analogues se produiront dans le bloc opposé. Il s'agit d'un phénomène qui

devra nécessairement poser au parti des problèmes difficiles de propagande et d'agitation démystificatrices autant que d'intervention positive.

RAPPORTS ENTRE LES ETATS

Accroissement des tensions

On a vu se multiplier les manifestations, plus ou moins fracassantes, mais se succédant à un rythme inconnu dans les années précédentes, de guerre commerciale, financière et, *last but not least*, monétaire, entre les pays industrialisés les plus importants. Tous s'efforçaient d'atteindre un niveau satisfaisant ou du moins tolérable de rentabilité de l'appareil productif, tous s'en montraient incapables dans la situa-

tion de concurrence acharnée du marché mondial. De là les tensions croissantes à l'intérieur de la CEE, entre l'Allemagne et le Japon, et entre tous et les Etats-Unis, dont la tentative frénétique de «remettre de l'ordre» dans leur propre économie et de rétablir les conditions de leur hégémonie incontestée sur le reste du «monde libre» aggrave de jour en jour les heurts, le malaise et le chaos au sein de ce dernier.

Course aux armements

On a vu, parallèlement, s'accroître la course au réarmement, masquée cyniquement sous de nouvelles offres de détente et de négociations pour un «désarmement équilibré». Les rapports USA-URSS se sont encore détériorés et la «zone de crise» qui déjà atteignait le Moyen-Orient, du Liban et d'Israël aux frontières du Pakistan et au nord de l'Océan Indien en passant par le Golfe Persique, ne s'est pas seulement «enrichie» de bases navales et aériennes, américaines et russes, nouvelles et plus

puissantes: elle s'est étendue à l'Afrique du Nord, avant tout l'Egypte et la Lybie, en attirant dans les systèmes d'alliances opposés des pays comme la Somalie, le Kenya, l'Oman d'un côté, l'Ethiopie et le Yémen du Sud de l'autre, et en atteignant par ses répercussions la région déjà tourmentée du Centre et du Sud du «Continent noir». Il est peut-être inutile d'ajouter que les récents événements d'Egypte soulèvent des interrogations nouvelles et angoissées dans toute la région.

Zones chaudes

L'impact de la crise sur les pays du Tiers et du Quart Monde, en se croisant avec les efforts que les deux super-puissances ne cessent de faire pour trouver de nouveaux points d'appui politique et militaire, et pour étendre le rayon de leur influences sur les «zones chaudes» de la planète, a fait et fait

exploser toute une série de conflits locaux et régionaux qui se succèdent à un rythme accéléré, et dont les epicentres et les victimes sont en particulier toute l'Afrique, l'Amérique Centrale et du Sud et, naturellement l'Asie occidentale.

Menaces de guerre

L'ensemble de ces lignes de tendance — qui sont à la fois les produits et les facteurs de la crise mondiale; l'arrogance avec laquelle les Etats-Unis s'efforcent de réaffirmer leur *leadership* sur leurs alliés dans la plénitude de ses implications politiques, militaires et économiques, surtout dans l'aire qui est prédestinée à devenir le théâtre principal du prochain conflit mondial — l'Europe — en menaçant toujours plus sa sécurité et donc sa stabilité interne; le cynisme avec lequel les mêmes Etats-

Unis agitent l'épouvantail de leur réarmement sous le prétexte de mieux servir, à partir d'une position de force, la cause de la paix; la sensation toujours plus aiguë et répandue de l'approche d'une menace de guerre générale, même si elle n'est pas imminente: tous ces facteurs ont contribué à la renaissance — particulièrement en Europe, et surtout en Allemagne et en Italie — de tendances et de courants pacifistes plus ou moins empreints d'anti-américanisme.

Les divers «pacifismes»

On ne s'étonnera pas d'y voir converger des tendances diverses: d'abord les intérêts de conservation des bourgeoisies nationales européennes — qui ne croient pas tellement pouvoir éviter de s'aligner sur un des fronts de l'éventuelle boucherie mondiale, mais qui sont soucieuses de ne pas se lier définitivement les mains en vue de la «redistributions des cartes» qui précède toujours l'heure H des affrontements militaires; ensuite la démagogie réformiste et neutraliste des grands partis ouvriers comme des soi-disant extrêmes-gauches d'origine soixantehuitarde et pré-

soixantehuitarde; enfin une occasion est ainsi offerte aux syndicats archi-opportunistes et patriotes de reproposer avec succès, au nom de la paix, des politiques de solidarité nationale, d'austérité, de sacrifices communs qu'il avait été si difficile de faire avaler aux travailleurs avec des arguments de nature seulement économique. Le pacifisme est un phénomène qui est destiné à s'étendre, à se renforcer et à prendre des formes et des aspects différents à mesure que la crise économique et la crise politique et militaire s'alimenteront l'une l'autre, et à mesure que les intérêts et

RAPPORTS ENTRE LES CLASSES

La course à la compétitivité

Le mot d'ordre toujours plus obsédant du patronat et du gouvernement de tous les pays est de rendre la compétitivité aux marchandises nationales, et avant tout aux entreprises, en restructurant l'appareil productif pour lui donner une plus grande efficacité. Pour cela ils intensifient les cadences, stimulent la productivité, combattent l'absentéisme, et opposent l'exigence d'une mobilité croissante de la main-d'œuvre aux rigidités de la main-d'œuvre pour la relance de la production. Le «despotisme d'usine» toujours plus étouffant et les campagnes d'augmentation ou au besoin de réglementation forcée de la grève sont deux aspects de cette véritable offensive qui est le nécessaire prélude à l'union sacrée de guerre

comme de «paix».

Non seulement les organisations syndicales officielles ne s'y opposent pas, mais elles y apportent une contribution décidée avec leur revendication d'augmentation des investissements: elles ont élevé au rang d'une théorie la constatation évidente que, tant que dure le mode de production capitaliste, «l'augmentation rapide du capital est la condition la plus favorable pour le travail salarié», et elles ont oublié que, comme disait Marx dans *Travail salarié et capital*, cela signifie que «si le capital s'accroît rapidement, la concurrence entre les ouvriers s'accroît d'une façon incomparablement plus rapide encore, c'est-à-dire que les moyens d'emploi et de subsistance diminuent d'autant pour la classe ouvrière».

Augmentation du chômage

En même temps que les mesures déflationnistes introduites dans presque tous les pays, les efforts de restructuration et de rationalisation ont rendu et tendent toujours plus à rendre précaire pour les actifs la conservation de leur emploi, tandis qu'ils aggravent pour ceux qui l'ont perdu (les licenciés) ou pour ceux qui aspirent à en obtenir un (les jeunes, les femmes et les vieux à la recherche d'emplois complémentaires) la difficulté de s'en procurer un. Si donc les conditions de travail sont toujours plus pénibles à l'usine, la scène des conflits sociaux est toujours plus dominée par l'accroissement du chômage, avec les conséquences contradictoires que cela a habituellement, à court terme, sur la dynamique de la lutte de classe. D'une part, l'accroissement de l'armée industrielle de

réserve, qui pousse les chômeurs, et en particulier les jeunes, à se battre au premier rang contre le capital et, directement, contre son Etat. D'autre part, le cauchemar de la perte de l'emploi, qui agit comme un frein sur les travailleurs actifs et tend à créer cette espèce de fracture entre l'usine et le «territoire» sur laquelle joue la classe dominante comme arme de division et de conflit entre les prolétaires, et sur laquelle spéculent les autonomes, théoriciens de «l'ouvrier social» ou d'autres «nouveaux protagonistes» du conflit capital-travail: en opposant les «non garantis» aux soi-disant garantis au lieu de s'efforcer — comme c'est précisément notre tâche — de contribuer à rétablir les conditions subjectives de la solidarité et de l'unité dans la lutte entre tous les exploités.

Attaque des «garanties»

Plutôt que de la compression directe du salaire — cependant incontestable, bien qu'elle soit retardée par rapport à des périodes précédentes par un mécanisme complexe de poids et de contrepoids — les couches non négligeables de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ressentent les conséquences des opérations de démantèlement systématique, bien que prudent et donc graduel, des «garanties» assistantielles et des multiples «dépenses sociales» du *Welfare State*, auquel s'appliquent les gouvernements de tous les pays — pompeux édifice destiné à créer en faveur des salariés ce qu'un de nos textes

fondamentaux appelle «un nouveau type de réserve économique», une sorte de «petite garantie patrimoniale à défendre».

Ceci explique pourquoi l'arme des luttes de résistance prolétarienne tend à se déplacer de la défense du salaire lui-même vers la revendication de ce qu'il était possible d'obtenir dans une certaine mesure, pour compléter le maigre budget familial et pour soulager de l'absence toujours plus brutale de «qualité de la vie», dans les années d'expansion productive et de «société de consommation», et qu'il est au contraire toujours plus difficile que de conserver dans le tourbillon de la crise.

Reprise des luttes

Ceci explique également les aspects remarquablement violents de luttes comme celles pour le logement, soit dans les pays en voie de développement, à cause du rythme frénétique de l'urbanisation (et donc de la concentration d'énormes masses humaines dans les quartiers-dortoirs, les bidonvilles, les favelas, etc.), soit dans les pays capitalistes avancés, à la suite de l'arrêt de la construction de logements populaires et des prix prohibitifs des loyers. Il est enfin remarquable que les luttes pour le logement se soient en partie combinées avec, et surtout en Allemagne, avec des expulsions forcées) les mouvements de défense contre la répression et de solidarité envers ses victimes.

principe (et c'est pourquoi nous avons parlé seulement de *tendance*) de se concentrer exclusivement sur la considération et la valorisation de ces phénomènes en oubliant les mouvements de grève, souvent gigantesques et de longue durée, qui au cours des deux dernières années ont rompu la tranquillité apparente du prolétariat industriel. Nous ne faisons pas seulement allusion à celles particulièrement grandioses qui se sont produites dans les pays de jeune capitalisme, mais aussi à celles qui ont brusquement éclaté dans les plus grands pays industriels, sur une vaste échelle, comme en Pologne, ou sur une échelle plus modeste, comme à la Fiat en 1980, et qui annoncent ce que devra être la convergence des mouvements de rue et de quartier et les mouvements revendicatifs classiques des ouvriers d'usine.

Ce serait toutefois une erreur de fait et de

PARTI - OCTOBRE 1981

axes principaux d'intervention du parti de la situation internationale

Luttes des immigrés

Dans la majorité des pays européens, dont la reconstruction puis l'expansion économique s'étaient largement appuyées sur l'exploitation intensive de la main d'œuvre immigrée à bas prix, et où cette dernière a subi le plus durement le contre-coup de la crise — victime à la fois de la piraterie bourgeoise et de l'opportunisme «ouvrier» — les luttes des travailleurs immigrés, en particulier originaires du Tiers Monde, ont repris de l'élan en 1981. Dans leurs épisodes les plus nobles (dont l'Angleterre surtout a été récemment le théâtre) elles se sont fondues avec les luttes des jeunes, pas seulement immigrés, et avec les luttes pour le logement, en donnant lieu à de véritables batailles de rue et de quartier et en contribuant avec elles à accroître le potentiel explosif présent dans les entrailles de la société, et à en faire trembler, bien que de façon encore épisodique, les bases. Mais même en dehors de ces manifestations spectaculaires, la situation où se trouvent les immigrés dans les principaux pays capitalistes a fourni et fournira amplement matière à des agitations, à des luttes et à des tentatives d'organisation.

L'intérêt de celles-ci pour l'intervention du parti dépasse largement le cadre dans lequel elles se présentent généralement car, comme le montre une des expériences les plus instructives et les plus fécondes de ces dernières années, elles jettent un pont entre les prolétaires des pays de vieux capitalisme et ceux des pays «émergents», en ouvrant des horizons inespérés à la propagande des buts finaux du communisme et à la formation des cadres du parti mondial de la révolution prolétarienne dans le vif des luttes de défense.

Dans les pays «en voie de développement»

L'épicentre des luttes de classe à l'échelle mondiale continue à être dans les pays sortis depuis peu des guerres et des mouvements insurrectionnels d'indépendance nationale. Le taux d'exploitation de la force de travail y est plus élevé, les conditions générales de vie y sont plus dures, les frontières de classe plus marquées, l'antagonisme travail-capital plus direct, les déséquilibres dans la distribution des richesses plus forts, et la domination de l'Etat-providence et de l'opportunisme ouvrier comme facteurs de «compensation» et d'atténuation des contradictions sociales, y est moins étouffante. Cette vérité a été confirmée, en particulier, par les émeutes prolétariennes au Maroc et,

sous une forme moins explosive, mais en revanche plus capillaire et étendue, en Algérie.

En même temps il se confirmait que, partant de la périphérie du monde capitaliste ces batailles tendent toujours plus à s'approcher du cœur. Au point de jonction entre l'Est et l'Ouest, entre le «socialisme réel» et le capitalisme classique, continue à bouillonner (au delà des déguisements idéologiques sous lesquels il apparaît à la surface de l'Histoire) le mouvement ouvrier polonais, et dans l'aire même où depuis des années s'affrontent directement et par personne interposée les plus grandes puissances impérialistes, c'est-à-dire au Moyen-Orient, se constitue une puissante réserve de purs prolétaires, de race et d'origine les plus diverses, et, comme le montre l'Iran, d'une grande combativité. On ne soulignera jamais assez le fait que dans tous les pays, d'une part la lutte de classe se manifeste sous ses formes les plus élémentaires et les plus authentiques, d'autre part se nourrit, et nourrit à son tour, des tensions sociales dérivant des épouvantables conditions de logement, du taux vertigineux de chômage, de la marginalisation de minorités sociales déterminées, des femmes et des jeunes, et du développement parallèle des luttes des paysans pauvres et sans terre.

Le besoin de l'organisation

Les luttes elles-mêmes ont imposé soit de constituer des organisations syndicales unitaires là où, comme par exemple en Pologne, elles n'existaient pas encore ou avaient été détruites depuis longtemps, avec des conséquences qui, souvent, ont également bouleversé la structure politique des différents pays; soit de créer des organismes extra-syndicaux à base plus étroite et à caractère plus immédiat et transitoire, là où les organisations syndicales existantes et les partis «ouvriers» officiels pesaient comme un incontestable frein ou même comme un facteur de sabotage sur le cours des luttes revendicatives. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais il a été renforcé — prenant également, au moins en partie, des caractéristiques sociales moins impures — par des mouvements comme ceux de la population immigrée en Grande-Bretagne, des squatters en Allemagne, des chômeurs et des jeunes également dans plusieurs pays restés jusqu'ici à l'abri des tensions sociales de ces dernières années; et comme ceux suscités par l'exigence de se défendre, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine, contre l'action toujours plus répressive de l'appareil d'Etat capitaliste, et d'appuyer par un minimum de solidarité active les luttes des prisonniers politiques ou les revendications des prisonniers en

général, doublement victimes de la société bourgeoise. L'état des rapports internationaux d'une part, des rapports entre les classes de l'autre, ne peut pas ne mettre toujours plus à l'ordre du jour le «blindage de la démocratie», le renforcement de la répression et le «despotisme dans la société» derrière le paravent de la diffusion capillaire et de la prolifération continue des institutions démocratiques, et en prévision de l'ouverture d'un cycle de luttes de classe d'une envergure bien plus grande que celle d'aujourd'hui. Il n'est donc pas difficile de prévoir que des organismes de ce genre proliféreront toujours plus en appui aux luttes et aux revendications spécifiques du prolétariat, ouvrant ainsi au parti un champ d'action à la fois fertile et hérissé de difficultés, et où il devra montrer qu'il a la force et l'intelligence d'intervenir comme un facteur d'orientation et d'organisation classiste, sans toutefois se laisser aller par lui.

(La fin de la circulaire paraîtra dans les deux numéros suivants du journal.)

(*) Cette circulaire n'a pas été publiée dans la presse en langue française, mais en italien et en espagnol.

Leçons du passé

IL Y A 25 ANS, BUDAPEST

Il y a 25 ans, Budapest se soulevait contre l'Etat «socialiste» installé par Moscou à la fin de la seconde guerre impérialiste, et contre la domination russe. Ce soulèvement formidable tint tête pendant plusieurs semaines aux chars russes avec un armement de fortune. Il était principalement le fait de la classe ouvrière, mais à côté de revendications comme la liberté d'association et la libération des prisonniers politiques et de méthodes proprement ouvrières comme la grève générale, les Conseils ouvriers, l'insurrection il brandissait un drapeau et des revendications qui ne sont pas prolétariennes: le nationalisme et la démocratie.

Presque tous ceux qui ont appuyé ou approuvé cette insurrection à l'époque et la commémorent aujourd'hui le font au nom de l'un de ces idéaux bourgeois, sinon des deux à la fois. Pour notre part, nous avons revendiqué l'insurrection ouvrière de Budapest malgré son idéologie et ses exigences national-démocratiques, et nous avons montré en même temps que l'encadrement politique de cette insurrection constituait un obstacle et une entrave à son essor, et marquait ses limites.

Comment est-il possible qu'un soulèvement ouvrier soit ainsi encadré dans un système politique bourgeois? En 1916, dans la critique de la brochure de Junius, Lénine montrait que le retard ou la défaite de la révolution prolétarienne en Europe pendant une longue période pouvait y redonner de l'«actualité» à des questions en réalité déjà dépassées par l'histoire européenne, en particulier la question nationale. En 1871, Marx voyait dans le nationalisme et dans les illusions ou tabous démocratiques les causes de la faiblesse de la Commune de Paris. Dans la période ultérieure, et surtout dans la grande flambée révolutionnaire du premier après-guerre, le mouvement ouvrier international a tendu à dépasser ses limites et entraves. Malgré ses erreurs et ses insuffisances,

la Commune de Budapest de 1919, par exemple, se plaçait résolument sur le terrain de la lutte pour la révolution et la dictature internationale du prolétariat.

Si, par contre, en 1956, les ouvriers de Budapest ont pris les armes contre la dictature de la bourgeoisie au nom de la nation et de la démocratie, ce n'est pas seulement parce que l'Etat qui les exploitait et opprimait était installé et soutenu par une «puissance étrangère», et inclus dans un bloc impérialiste. C'est parce que la contre-révolution stalinienne avait détruit toutes les perspectives, tout le programme et toutes les armes de classe. Pire, elle avait couvert la domination russe du nom de l'«internationalisme prolétarien», et camouflé la dictature du capital et de son Etat en «dictature du prolétariat»!

Quel drapeau les ouvriers hongrois pouvaient-ils donner à leur insurrection? En mettant en avant les objectifs nationaux et démocratiques, ils montraient à quel niveau le mouvement social immédiat était retombé. La destruction du parti révolutionnaire international, la liquidation du parti du prolétariat organisé sur ses positions de classe, d'une part laissait le champ libre à l'idéologie et aux forces politiques bourgeoises, d'autre part privait les ouvriers de l'expérience et des leçons des luttes passées, et les obligeait à les reconquérir au prix de leur sang.

Nous avons alors essayé de montrer le chemin que le mouvement devait parcourir pour se hisser au niveau de ses buts réels; mais il nous était difficile de faire plus que d'aider les militants les plus avancés à tirer les leçons de cette lutte, et à aller de l'avant pour retrouver l'orientation et l'organisation de classe.

Ce combat n'est pas fini, mais ses conditions ont commencé à se modifier. La reprise des luttes ouvrières dans les pays satellites de la Russie tend aujourd'hui à dépasser rapidement les

revendications nationales et démocratiques. Même en Pologne (voir Programme Communiste n° 86) où le nationalisme a pourtant des racines historiques solides, il lui est plus difficile d'enrôler durablement sous sa bannière les luttes sociales. La rupture de fait du prétendu «front national», l'alignement de fait des forces sociales ou bien dans le camp du maintien de l'ordre bourgeois, ou bien dans celui de la «subversion», montre de plus en plus clairement qu'il s'agit bel et bien d'une lutte de classes. Et les exigences pratiques de cette lutte vont à l'encontre de la mythologie «démocratique». Non seulement elles brisent la fameuse «unité populaire», c'est-à-dire l'union des différentes classes et donc la démocratie au sens propre, mais elles font apparaître toujours plus clairement le besoin de la centralisation et de la discipline des luttes prolétariennes, orientées par le programme historique de la révolution communiste, organisées par le parti unique fondé sur ce programme. Cette exigence objective, il faut que le mouvement la transforme en revendication subjective. L'extension de la lutte prolétarienne sur ses positions de classe dans le monde entier y contribuera puissamment.

Il est compréhensible qu'aujourd'hui encore des luttes purement prolétariennes soient barbouillées d'idéologies et de revendications nationales, démocratiques ou même régionales. Mais l'histoire avance. La lutte politique du parti, prenant appui sur les besoins du mouvement social et sur l'expérience des luttes héroïques d'hier, comme celle de Budapest en 1956, peut et doit aider à déblayer les obstacles qui entravent la reprise de classe du prolétariat. L'expérience de l'insurrection national-démocratique a déjà été faite dans les pays de l'Est. C'est la révolution prolétarienne qui y est à l'ordre du jour. C'est elle qu'il faut préparer.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:
La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Travail intérimaire: les négriers prospèrent toujours.

En 1848, la Deuxième République française avait interdit le «marchandage», c'est-à-dire les bénéfices faits par les intermédiaires sur le dos des travailleurs dont ils assureraient le placement. Cette fructueuse industrie reprit de nouveau à la fin du siècle, avec les bureaux de placement payants. La CGT naissante mena une de ses premières campagnes nationales sur ce sujet en 1903, et réussit à obtenir à force de grèves et de manifestations l'interdiction de ces officines. Un demi-siècle après, irrésistiblement stimulée par les besoins du capitalisme, la même industrie a fleuri sous la forme de l'intérim.

On évalue actuellement à deux millions le nombre des «missions» d'intérim (contre 50.000 en 1974), et à 3.000 au minimum le nombre d'agences (contre 850 en 1969). L'alibi? La nécessité de remplacer les malades, et, de l'autre côté, l'aspiration des travailleurs eux-mêmes, et surtout des travailleuses qui souhaitent un emploi souple, «à la demande».

Instabilité

Travailler à ses heures, concilier l'«épanouissement» du métier et les joies du foyer, deux mois au bureau, un mois à la plage, etc. Face à ces images d'Épinal diffusées par les marchands de force de travail, la réalité apparaît tout autre, y compris dans le très officiel *Rapport Cousté* de juin 1979.

Le «profil» du travailleur intérimaire a changé en quinze ans: on est passé de l'ouvrier qualifié pouvant se permettre des pauses dans un travail spécialisé à haut salaire au travailleur en quête d'emploi à tout prix, issu des couches les plus défavorisées. Sur ce point, le rapport Cousté et les sondages CGT concordent: seuls 20 à 30% des intérimaires ont réellement «choisi» l'instabilité pour des raisons diverses. Les 70 à 80% restant, c'est-à-dire la **grande majorité** sont intérimaires par la force des choses, parce qu'ils n'ont rien trouvé d'autre.

En dix ans, la proportion des ouvriers, et en particulier les ouvriers non qualifiés, a fortement augmenté dans l'intérim; en revanche, la proportion des femmes cherchant dans l'intérim un «second salaire» occasionnel a diminué, elle est actuellement inférieure au taux général des femmes au travail.

Pour les entreprises, l'intérim n'est plus un palliatif exceptionnel pour des besoins limités: il est devenu une des voies «régulières» pour surexploiter des couches de travailleurs de plus en plus larges, grignotant leurs droits et garanties. Parmi les «motifs de mission» admis figurent, outre les absences, la «recherche d'un salarié permanent» et la «création d'activités nouvelles»: l'éventail des prétextes est large!

On voit beaucoup d'agences régionales d'intérim disparaître après avoir permis à tel ou tel chan-

tier de faire travailler des centaines de personnes sans tenir compte des «rigidités» de la loi. De grosses entreprises comme Dassault n'hésitent pas à créer leur propre boîte d'intérim: on n'est jamais si bien servi que par soi-même!

La construction et le fonctionnement des centrales nucléaires et du traitement des déchets sont de grands consommateurs d'intérimaires: le PC et la CGT qui pleurent sur les suppressions d'emplois dans le nucléaire se gardent bien de lever ce lièvre! Ces intérimaires (à la Hague, à Fontenay, etc.) sont soumis au chantage permanent au renvoi, dès qu'il se plaignent des conditions d'horaire et d'hygiène: on imagine la façon dont sont appliquées, dans ces conditions, les fameuses précautions draconiennes nécessaires dans un tel secteur! En fait, le rapport Cousté reconnaît (page 23) que le «recours au travail temporaire a pour effet et souvent pour objet de tourner les dispositions légales et conventionnelles».

Discrimination

La conséquence est que les intérimaires sont victimes de multiples discriminations. Leurs salaires nets sont inférieurs à un tiers à la moitié à ceux de leur catégorie: ils n'ont droit ni aux ponts, ni aux jours fériés, ni aux primes et treizième mois. Pour toucher les indemnités de chômage, on exige d'eux 1.000 heures de travail dans l'année (contre 91 jours aux travailleurs permanents).

Souvent parachutés sans préparation dans les travaux difficiles, les intérimaires sont plus exposés aux accidents du travail, et moins protégés contre leurs suites: les entreprises emploient systématiquement des intérimaires pour un certain type de travaux à haut risque, ou entraînant des maladies professionnelles. Elles escomptent que leurs dossiers seront mal établis, mais suivis, et qu'elles économiseront ainsi sur les indemnités: le nettoyage des cuves à Usinor devrait ainsi régulièrement un ou deux intérimaires par mois.

Les intérimaires sont en règle générale exclus des équipements collectifs (CE, cantine). Dans le bâtiment, ils ne touchent pas les indemnités prévues d'arrêts pour intempéries. Renouvelés artificiellement par période de trois mois, des intérimaires employés depuis plus d'un an par la même boîte peuvent être licenciés sans indemnité ni préavis.

Beaucoup acceptent les pires conditions de travail avec l'espoir d'être embauchés sur place. Mais le taux moyen d'embauche reste très faible, 10 à 25%. Quant aux droits syndicaux dans de telles conditions, ils sont fantomatiques, c'est tout de suite le renvoi, et si les agences sont fort peu scrupuleuses sur les qualifications réelles de leurs personnels, certaines sont connues pour tenir avec beaucoup plus de soin leurs fichiers politiques et syndicaux.

Où sont les réformes ?

Dès avant le changement de gouvernement, on a entendu beaucoup de discours sur la nécessité de «moraliser» l'intérim. Après le 10 mai, un projet de loi a été déposé, tandis qu'on taxait d'un prélèvement supplémentaire les bénéficiaires des sociétés d'intérim. Mais la tendance réelle est à leur croissance: elle répond trop bien à l'exigence de souplesse, de mobilité et de réduction des charges et des coûts permanents du travail ressenties par toutes les bourgeoisies qui cherchent à faire face à la crise et à sauver leurs profits. (suite page 8)

Prolétaires, camarades ! Correspondez avec le Journal

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

Lutte contre la répression

Leçons de la campagne pour la libération des prisonniers politiques

On a assisté en France depuis le printemps à une campagne de solidarité envers les prisonniers politiques. Elle a démarré de façon modeste avec l'agitation pour la libération des militants qui ont attaqué un café raciste, le Polly Maggoo. Cette campagne a bénéficié d'une atmosphère internationale de lutte contre la répression capitaliste (Irlande, Pays Basque, Italie, Algérie, etc.). Elle a permis d'entraîner une force capable de profiter de la promesse d'amnistie des socialistes pour «prendre le nouveau gouvernement au mot» et réclamer une amnistie complète et non sélective.

Cette campagne est maintenant terminée avec la libération des derniers militants d'Action Directe et le problème se pose d'envisager avec les militants qui y ont participé, notamment à travers les différents comités, dont le Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques, de nouveaux objectifs pour une lutte de plus longue haleine cette fois et qui profite de l'expérience acquise. C'est la raison pour laquelle il est utile de tirer un bilan de cette activité, dont nous cherchons à aborder les points les plus importants dans notre journal.

Limitons-nous pour cette fois à quelques questions qui ont touché la conception même du soutien à apporter aux emprisonnés.

Un des problèmes les plus délicats auquel a été confrontée la lutte dans le cas présent est lié à la nature même des prisonniers, elle-même largement explicable par la situation actuelle.

Le problème de la solidarité et de

ses formes devient clair quand les prisonniers sont réprimés pour la participation directe à un mouvement social qui les rendent comme tel. Il est naturel en l'occurrence de considérer les prisonniers comme des **victimes de la lutte** et des **otages** de l'adversaire. Et il est possible de voir concrètement l'allègement de leur sort que permet la lutte collective. On voit même des exemples de libération des détenus comme récemment en Pologne ou en Algérie.

Le problème de la défense de prolétaires et militants isolés

Il est plus difficile d'agir dans ce sens quand il s'agit, comme c'est le cas, de jeunes prolétaires dont l'impunité et la révolte se heurtent à la répression étatique, ou de militants révolutionnaires qui ont cédé à l'idée généreuse mais impuissante que des actions militaires de «confrontation avec l'Etat» pourraient contribuer à **modifier** un rapport de forces encore terriblement défavorable au prolétariat. Mais le problème se pose aujourd'hui en général pour tous les militants frappés par la répression car leur isolement social est grand et qu'ils ne sont connus que de petits groupes d'amis ou de militants.

Or, tous ces prolétaires et ces militants méritent un appui non seulement en tant que victime de la répression capitaliste, mais aussi en tant qu'expression, certes inadé-

quate, d'une révolte et d'une lutte de classe. Cependant en l'absence d'un mouvement social la solidarité ne pourra que difficilement être prise en charge par des couches ouvrières.

Travailler à susciter une solidarité prolétarienne

C'est ce qui explique le poids des familles et des avocats dans l'organisation d'une solidarité avec des militants isolés ou auxquels leur organisation est incapable d'apporter une quelconque aide. C'est ce qui rend aussi délicat les problèmes soulevés par l'organisation de la solidarité avec des militants partisans du «parti armé». En effet, les militants qui se portent naturellement vers un travail de solidarité ont souvent tendance à voir les comités existants comme des **porte-paroles** des orientations des détenus et non comme des organes ayant comme fonction:

- de faire connaître l'état réel de la répression (par exemple en établissant une liste exhaustive des emprisonnés) en dehors de toute sélection d'ordre sectaire;
- de travailler à susciter une solidarité et organiser une mobilisation sur la base d'une lutte contre la répression bourgeoise;
- d'apporter une solidarité effective, matérielle et «morale», c'est-à-dire politique, à l'intérieur des prisons.

Laissons ce dernier point de côté, nous aurons l'occasion d'y revenir. Dans la présente campagne, de nombreuses actions dites «spectaculaires» ont été entreprises par le Comité, qui réunissait jusqu'à 100 personnes à ses réunions, afin de briser le black-out de la presse sur les grèves de la faim menées dans les prisons, de lutter contre une amnistie sélective et pour parvenir à la libération de tous les prisonniers politiques.

Cependant sur la base de ces **besoins justes**, s'est rapidement manifestée une opposition dans le comité. Une tendance, à laquelle nous avons participé, a nettement senti le besoin de ne pas se contenter d'actions visant à combattre le black-out (type occupations de journaux) ou à mobiliser les forces décidées à lutter pour la libération des prisonniers (type mini-manifestations), mais à **lier** ce travail à une explication plus large en direction des entreprises et des quartiers ouvriers dans le but d'éveiller une solidarité prolétarienne envers les prisonniers politiques. Et cette propagande a effectivement fonctionné jusqu'au début septembre.

La méfiance vis-à-vis de toute organisation

Ce travail s'est toutefois heurté de plus en plus ouvertement vers la fin de la lutte, à une autre tendance qui conçoit les actions dites «spectaculaires» et «offensives» comme un but

en soi et une sorte de sport, en les opposant à un travail de sensibilisation des immigrés, de la classe ouvrière. Les indécis, les chômeurs, les «sans-garanties» comme étrangers. Elle les a aussi écoeuvrés de tous les comités qu'elle a transformé rapidement en

Il est vrai que cette attitude peut refléter deux phénomènes. D'abord le mépris typiquement petit-bourgeois envers la classe ouvrière. Mais il y a aussi la méfiance, saine au départ, de jeunes prolétaires et de militants qui ont fait l'expérience de l'extrême-gauche, aujourd'hui plus ou moins «gouvernementale». Celle-ci leur a fait diffuser pendant des années des tracts n'offrant comme seule perspective que des élections ou l'unité avec le PC et le PS. Elle a dévoilé une attitude vraiment odieuse lors des campagnes «anti-terroristes» lancées à grand fracas par l'Etat «démocratique» et «civilisé»; elle leur a appris à ne voir derrière le mot «classe ouvrière» que les couches aristocratiques du prolétariat qui regardent les jeunes, terrain de magouilles en tous genres, de toute organisation de la lutte, qu'elle a conduit à l'aplatissement devant le réformisme.

Cette réaction «anti-organisation» qui s'imaginerait combattre l'opportunisme en en prenant le contre-pied exact, en refusant toute organisation, en dénonçant comme «travail rétro» toute tentative de préparer une action, ou une réunion, ou encore de diffuser un tract, peut bien être surmonter et contrer dans une certaine mesure

(suite page 8)

RENAULT-BILLANCOURT

Le sabotage de l'opportunisme et nos tâches

Aujourd'hui s'ouvrent de nouvelles perspectives de travail à Billancourt et dans les usines de la Régie sur lesquelles nous intervenons. Il s'agit de répondre en acte et dans les faits aux besoins pressants des travailleurs, trahis ouvertement par les syndicats: besoin d'organisation, besoin de clarification, besoin de préparation des prochaines luttes.

Les prochaines luttes ne sont en effet pas loin. Le 12 n'a pas repris malgré le forcing. Au 74 mécanique, jeudi 5 novembre, les gars à la pause, fuyaient les réunions syndicales-bidon et se regroupaient pour scander: «180 pour tous!». Déjà deux débrayages depuis la reprise: un à Meudon, l'autre à la sellerie pour virer un régleur. La combativité est intacte. Elle s'est même renforcée depuis que ceux de l'île Seguin y voient clair pour reconnaître leurs ennemis: le patron mais aussi l'appareil syndical. Les délégués CGT sont accueillis avec des bouillons et des crachats: quel formidable potentiel de lutte! A nous d'aider à son soutien, à son renforcement, à son orientation et à son organisation.

Dans ce but, il s'agit pour nous de favoriser la compréhension la plus large possible des travailleurs sur la trahison qu'ils viennent de subir de la part des syndicats. L'élargir en montrant sa continuité nécessaire dans les mois qui viennent, mais aussi en enrichissant des leçons passées, celles de 1978, 1977, 1975, 1973, 1971, 1968, 1947, arrêtons-nous là. A nous la tâche de montrer la continuité d'action des alliés du patron au sein de la classe ouvrière. A nous d'expliquer de façon plus complète les raisons de cette trahison. A nous de dévoiler par avance les sales menées de la CFDT.

La CGT trahit ouvertement

C'est la trahison même des syndicats qui ouvre une brèche à la combativité des travailleurs. et à notre travail de militants révolutionnaires. En effet la CGT a trahi ouvertement, appelant à la reprise, dénonçant les grévistes, saluant la générosité du patron. Il suffit de citer les titres des tracts successifs. Que revendique la CGT Renault par rapport au patron et à l'entreprise? « Pour une ligne continue » le (26 octobre 1981); oui, une ligne de collaboration! « Des négociations fructueuses » (le 29 octobre); oui, pour eux, les planqués du CE! Et, après la trahison de la grève, « Une démarche audacieuse et constructive » (le 5 novembre).

Par rapport aux grévistes, la CGT fulmine: « Des méthodes intolérables » (le 28 octobre); celle de la grève! Et non pas, comme on pourrait le croire, celles du commando de contremaîtres qui a fait repartir les chaînes ce même mercredi 28 et dont la CGT a activement préparé l'intervention. Le lendemain, elle surenchérit: « Actions de commando minoritaire, irresponsables, aventureuses, dénaturant le sens de l'action revendicative qui se retourne contre le changement ». Ce n'est là qu'un échantillon de titres: imaginez les textes!

Quand les délégués CGT ont reçu trop de bouillons, ils ont mis leur casquette PCF et ont continué à distribuer les mêmes infâmes sur leurs heures de mandat: « L'avenir commence maintenant », deux jours après la trahison ouverte! Comme dit le bourreau à sa victime...

Il est inutile d'expliquer la raison des violences qui se sont produites les lundi 2, mardi 3, mercredi 4

novembre dans l'île Seguin. Quelle peut être la réaction saine d'un gréviste ou d'un lock-outé en face d'un tel baratin?

Le sabotage de la CFDT

Si la CGT a trahi trop ouvertement pour qu'on doive s'y attarder, c'est plutôt la CFDT, (syndicat de rechange) qu'il faut maintenant mitrailler. A Billancourt, on peut caractériser l'attitude de la CFDT comme « l'art de laisser planer des idées de lutte ». Idées de « formes d'action plus dures si elles sont massives »: appel du pied à la CGT. Aujourd'hui, après la reprise, « idée » de collecte de solidarité. De la CFDT-Billancourt on peut attendre encore quelques autres « idées de lutte », le plus souvent après la vraie bataille, mais de réalisation, point. Elle espère sans doute que ces « idées » lui suffiront à planer jusqu'aux prochaines élections de délégués de janvier 1982. Tout en planant, la section CFDT-Billancourt sait semer les germes du sabotage au moment opportun, utilisant contre les travailleurs les mêmes armes que sa vieille alliée, la CGT.

Des preuves: aux presses, la CFDT souffle au patron un aménagement de passage au P1 en trois ans, avec tests et cinq niveaux de connaissance. C'est la fin de la belle unité des 237 grévistes qui étaient tous au coefficient 175 depuis leur formidable lutte de 1973. En novembre 1980, lors des débrayages au 74 peinture contre la campagne raciste et chauvine du PCF à Vitry et à Montigny, on a même vu la CFDT dénoncer le délégué CGT de l'atelier (il était marocain) comme un complice de la CFT. Et même si les

délégués CFDT étaient combattifs, ils se feraient vite taper sur les doigts par la Fédé comme on vient de le voir au Congrès de l'Union de la Région Parisienne CFDT, où Maire est venu plaider pour la modération.

Travailler au renforcement de la lutte

Si certains travailleurs désorientés viennent aujourd'hui demander à la CFDT des délégués pour tenir des réunions, il est clair, et il le sera de jour en jour davantage, qu'elle est incapable de répondre à l'attente des travailleurs. C'est notre tâche de leur épargner l'expérience de la trahison de ce syndicat de rechange et de pousser à la cristallisation du courant qui essaie aujourd'hui d'échapper au carcan du collaborationnisme syndical. Pour cela la propagande et l'agitation orales et écrites ne suffisent pas. Nous devons dès aujourd'hui renforcer et clarifier le besoin d'organisation qui s'exprime à travers tous ces phénomènes contradictoires que sont le violent antisindicalisme, la demande auprès de la CFDT ou la demande auprès d'autres groupes politiques.

Il s'agit aujourd'hui pour nous d'aider la lutte, d'aider à l'organisation du courant de lutte qui apparaît, en avançant les mots d'ordre précis sur Billancourt (collecte de solidarité, défense des camarades combattifs exposés à la répression, circulation des informations, etc.). Il s'agit aussi d'aider les travailleurs à dépasser le cadre de l'entreprise en ouvrant à leurs yeux la perspec-

tive claire de la stratégie patronale qui joue sur la production de plusieurs usines pour briser les luttes. Il faut avancer la nécessité du lien entre Billancourt, Flins, Sandouville, Cléon, etc., et de sa concrétisation par un comité de liaison et un bulletin de liaison. Il nous faut expliquer quel est le rôle que doivent assumer dans cette tâche les militants politiques qui aident la lutte « de l'extérieur ». Et leur premier rôle est de transmettre aux éléments combattifs mais encore désemparés de la Régie les leçons de la préparation des grandes luttes, comme celles de Pologne entre 1976 et l'été 1980.

Ce faisant, les militants communistes révolutionnaires ne peuvent que se démarquer de l'infâme marchandage auquel se livrent certaines sectes comme l'UCF, qui disent aux travailleurs de prendre contact avec elle pour recueillir de ces maos dégénérés et sans histoire « toute l'histoire des ouvriers » et la « capacité d'être fermes sur le bilan ». Donnant donnant, telle est la loi des maos qui, pour encourager les travailleurs, ne savent que leur dire « qu'ils n'avaient pas entre les mains les moyens de continuer eux-mêmes et qu'ils ont eu raison de reprendre ».

Tout à l'opposé, les militants communistes internationalistes travaillent de toutes leurs forces au renforcement de la lutte par une aide à la fois matérielle et politique et ce faisant ils travaillent aussi à faire avancer la vision des travailleurs sur les problèmes politiques auxquels ils sont confrontés à Billancourt aujourd'hui, le gouvernement de gauche, sa nature et sa fonction, le social-impérialisme, le social-chauvinisme et la réalité de l'internationalisme prolétarien.

Travailleurs sans papiers

Renforcer la lutte des sans-papiers

(Suite de la page 1)

Dans tous les cas (sauf les deux derniers, où la lutte n'est pas encore terminée à l'heure où nous écrivons), les patrons ont dû céder devant la détermination des grévistes et des travailleurs venus les soutenir. Une fois la lutte gagnée, plusieurs travailleurs, au lieu de cesser le combat, sont venus renforcer les rangs du Comité et participer à son travail de popularisation et d'extension de la lutte. Pour le Comité, la lutte pour l'obtention du contrat de travail n'est d'ailleurs pas un but en soi, mais un levier pour s'organiser en vue de la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers, qui réclame un patient travail pour créer un rapport de forces.

La question de l'organisation s'est posée dès le début de la lutte: tout d'abord entre les éléments les plus avancés pour convaincre leurs autres camarades de l'entreprise, ensuite sous la forme de comités de lutte pour organiser la grève et l'occupation (délégués, caisse de grève, piquets d'autodéfense, etc.), et la popularisation (tracts, contacts...). Dès que la lutte s'est quelque peu étendue, le besoin s'est fait sentir d'une structure plus centralisée permettant de concrétiser rapidement la solidarité, le soutien et les initiatives en vue de la régularisation et surtout de l'unité de mouvement. C'est le Comité de coordination des travailleurs sans-papiers, dans lequel siègent les délégués de chaque comité de lutte, mais aussi les travailleurs combattifs, immigrés ou français, qui soutiennent la lutte depuis le début et jouissent de la confiance de leurs

camarades.

Les travailleurs ont vu dans les faits le caractère insignifiant du « soutien » apporté par l'opportunisme et les préalables avec lesquels il a été assorti (refus de l'autodéfense et de l'occupation sous prétexte de provocations de la droite, par exemple) de la part de la CGT et du PCF. Dès le début la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés), qui regroupe de nombreuses organisations d'immigrés (CTA, AMF, UTIT, etc.) s'est dressée contre la lutte, refusant aux délégués de les faire parler dans ses AG sous prétexte « qu'il y avait derrière le PCF », critiquant de façon complètement défaitiste comme « diviseuse » la revendication du contrat de travail pour tous. Elle a même insulté les travailleurs en leur criant, puisqu'ils étaient Egyptiens, d'« aller demander leurs papiers chez Begin ».

Par contre, les travailleurs ont trouvé avec eux dès le début un groupe ouvert comme le GTI (Groupe des Travailleurs Immigrés) et aussi l'appui de nos camarades. Cet appui a été important non pas tant au regard des moyens matériels, nécessairement limités, que de l'expérience politique et syndicale (orientation, méthodes, organisation...). Ce modeste soutien a permis de rompre quelque peu l'isolement dans lequel se trouvaient les travailleurs et de renoncer aux formes de lutte qui lui sont liées, telle la grève de la faim. Depuis, il a été renforcé par d'autres travailleurs et des militants d'autres organisations.

Depuis quelques jours, la lutte est

entrée dans une nouvelle phase. Les patrons ont contre-attaqué: le 3 novembre, appel à une milice de nervis et à la police au 2 Bd de la Bastille, dont les occupants ont été violemment expulsés et campent depuis sur le trottoir, soumis à des provocations continuelles; le 6, décision d'expulsion prise par le Tribunal des référés pour les occupants du 3 de la rue de Madagascar.

Il se pose donc le problème d'élever le niveau de la lutte. Comme première riposte, un rassemblement a été immédiatement organisé Bd de la Bastille. De nombreuses questions se posent: extension et renforcement du mouvement, organisation du soutien, autodéfense, lutte contre les forces opportunistes qui (comme la CFDT) exercent une pression plus forte sur la lutte. A cet égard, les leçons des expériences précédentes des luttes de l'immigration (foyers, sans-papiers de la confection, nettoyeurs du métro) devront être utilisées pour la conduite d'une lutte qui a vu se mettre en mouvement des travailleurs presque tous novices, mais pleins d'une combativité prometteuse.

Camarades, la lutte doit se renforcer! Les travailleurs ont plus que jamais besoin de votre soutien et de votre participation (aide financière, physique, matérielle, popularisation...). Contactez-les aux permanences du Comité de coordination, tous les mardis et jeudis de 18 à 20h, 27, avenue de Cholsy, Paris 13^e.

Le 7/11/1981.

SNCF

Coup de pied dans la fourmilière

Quand l'agitation chez les cheminots a commencé, en septembre, sur les roulements et la répartition des repos, avec des occupations de voies notamment à la gare de l'Est, le CGT et le PC ont tenté d'accuser seulement les séquelles du giscardisme, l'attitude rétrograde des « dirigeants de la région Est ». Ils leur opposaient les belles déclarations de Fiterman: « Il est légitime que ceux qui ont soutenu le changement commencent à le percevoir dans leur vie quotidienne » (tract du PC de septembre intitulé « Agir pour le changement »).

Trois semaines plus tard - l'agitation n'avait pas vraiment cessé - face aux incidents de Villeneuve-Saint-Georges, le bon ministre montrait les dents. Et le 7 novembre, il recevait à l'Assemblée les félicitations du député RPR Vivien, pour la continuité de sa politique avec celle du gouvernement précédent, et son sens de la responsabilité face aux grèves.

A Villeneuve, le 22 octobre, les employés du triage se sont mis en grève pour une semaine; ils ont coupé deux aiguillages après une assemblée générale où l'ensemble du personnel avait pris position contre la suppression de 15 postes envisagée par la direction. Les grévistes ont fermé les portes pour empêcher l'intervention de la police,

et refusé de les ouvrir à la CGT tant qu'elle n'aurait pas donné son appui aux revendications.

Devant leur fermeté, le PC a retrouvé le vocabulaire de tous les ministres bourgeois en pareille circonstance: « provocateurs », « gauchistes », « empêcheurs de négocier en rond »! Mais sa rage s'explique aussi par des motifs plus particuliers. L'action a été menée à Villeneuve par des militants actuellement FO, mais parce qu'exclus de la CGT et par des cédétistes opposés à la direction confédérale. De plus, Villeneuve est un haut lieu pour la CGT: d'une part à cause des ateliers du TGV, ce bijou trouvé dans la corbeille de noces électorales par le gouvernement Mauroy; d'autre part, parce que c'est un ancien fief à elle (le dépôt de Séguéy!), où elle a perdu des plumes depuis plusieurs années au détriment de la CFDT locale, plus à l'écoute des travailleurs. Mais la CGT n'a pas été plus accueillante avec les occupants de l'aiguillage en banlieue Nord, ni avec les grévistes d'Orly fin octobre.

Rien n'est réglé à la SNCF, où la lutte doit continuer pour la réduction de la charge de travail, la révision des horaires et leur réduction immédiate, mais les travailleurs qui ont participé à la lutte savent au moins sur qui ils ne peuvent pas compter.

DANS NOTRE PRESSE INTERNATIONALE

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 7 et 28 novembre, 19 décembre, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre, etc.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h. (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 8 et 22 novembre, 6 et 20 décembre.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 8 et 22 novembre, 6 et 20 décembre, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

Il Programma comunista

Le n° 18 de 1981 de notre bimensuel en italien *Il Programma Comunista* (10 octobre) consacre également une large place au thème de la guerre et du pacifisme. L'éditorial, intitulé **Le pacifisme est une arme de préparation à la guerre**, montre que dans la société actuelle la politique de détente et de désarmement est le prélude nécessaire de la guerre. La double page centrale, diffusée à part lors des récentes manifestations pour la paix, est consacrée à la lutte contre la préparation de la guerre impérialiste et pour la préparation de la révolution prolétarienne: après une analyse de la situation actuelle d'exacerbation des tensions interimpérialistes, elle donne des indications de lutte dans le sens de l'antimilitarisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire. Un article est consacré au **mythe de l'autogestion ouvrière en Pologne**, un autre à la **critique du stalinisme**. Les notes concernent notamment la mort de Sadate, la situation des travailleurs immigrés, la grève de la faim des prisonniers de l'IRA, et différentes grèves et agitations.

Une nouvelle brochure

En Italie vient de paraître une brochure consacrée au 60^e anniversaire de la fondation du Parti Communiste d'Italie. Intitulée **En avant, vers la révolution communiste mondiale I**, elle contient une série d'articles sur le sens d'un événement capital dans l'histoire de notre courant: la scission du

PSI à Livourne en 1921 qui donna naissance au PC d'Italie, le rapport de la Fraction Communiste et le discours de Bordiga au Congrès, ainsi que les thèses de 1920 sur les conditions d'adhésion à la III^e Internationale. La brochure de 68 pages, 8 F.

Proletarier

Le n° 15 (septembre-octobre 1981) de notre journal en allemand *Proletarier* contient une première série d'articles étroitement liés à l'un des thèmes dominants de l'actualité politique en Europe et en particulier en Allemagne, à savoir les **mouvements pacifistes anti-américains**: l'éditorial, intitulé **D'abord la guerre civile, ensuite la paix**, rappelle l'attitude de la social-démocratie et des syndicats face aux deux guerres mondiales et à leur préparation. Une deuxième série d'articles concerne les développements de la **situation internationale**: la vague de répression en Iran, la capitulation des Etats arabes et de l'OLP face aux manœuvres US de «détente» au Liban, le sens des émeutes de Casablanca et le réveil du prolétariat chinois.

La **critique politique** vise le rôle des «Eglises progressistes» dans l'Allemagne d'aujourd'hui; on trouve également une analyse des causes objectives et subjectives de la crise de l'Autonomie, une appréciation du Tuwat, c'est-à-dire du Congrès qui a suivi le mouvement des squatters berlinois, et du rôle de sabotage exercé par la «Liste alternative» dans ce mouvement. Un article est consacré à la question de la **solidarité active envers les prison-**

niers politiques irlandais, un autre à la **grève de la faim** comme moyen ultime et désespéré de lutte. Enfin la partie **syndicale** du journal contient une défense du travail syndical contre ceux qui le prétendent dépassé, une note sur la grève des marins colombiens dans le port de Hambourg, une défense du droit d'asile pour les Tamils (minorité ethnique du Sri Lanka) réfugiés en Allemagne.

Kommunistikò Prògramma

La Grèce a elle aussi son gouvernement «socialiste» sorti des urnes! En préparation de cet événement «historique», nos camarades grecs ont sorti un supplément spécial de *Kommunistikò Prògramma* consacré aux élections. Partant de l'analyse de la crise dans le monde et en Grèce et d'une critique du programme des PS et PC grecs, un premier article démolit l'illusion de l'**alternance gouvernementale** en montrant que loin d'être un pas en avant vers le socialisme, le gouvernement de gauche ne serait qu'un serviteur et un gestionnaire de l'Etat bourgeois destiné à détourner les prolétaires de leur lutte d'émancipation. Un second article dénonce le rôle actuel du **Parlement** — décor vide et amortisseur des luttes sociales — et de la **mystification électorale**, et affirme que le parti révolutionnaire ne peut se renforcer que loin des urnes, dans le travail d'organisation et d'orientation des masses en lutte pour leurs besoins économiques et politiques pressants, dans la perspective de la préparation révolutionnaire. Le troisième article avance

REUNION PUBLIQUE

A PARIS

Vendredi 20 novembre à 20h30, au 27 av. de Choisy, Paris 13^e (m^oPorte de Choisy)

LUTTES OUVRIERES ET GOUVERNEMENT DE GAUCHE

- Renault
- Sans-papiers
- Prisonniers politiques
- Etc.

Travail intérimaire

(suite de la page 6)

En Italie, où l'intérim est en principe interdit, la bourgeoisie essaie d'obtenir les mêmes avantages par l'extension de la mobilité des ouvriers à l'intérieur de l'entreprise et d'une entreprise à l'autre (ainsi que par la multiplication du travail au noir et du travail à domicile). En France, pendant la campagne électorale, on a pu entendre Chirac découvrir que l'intérim était «économiquement et socialement contestable». Et le remède? Assouplir la réglementation des licenciements, faire de tous les travailleurs des intérimaires.

En octobre 1979, les socialistes avaient présenté un projet de loi visant à la suppression de l'intérim. Certains patrons inquiets et craignant des contrôles avaient provisoirement réduit de moitié leur embauche régulière d'intérimaires. Ils doivent aujourd'hui respirer... Le projet de loi Cousté présenté en juillet dernier, réédition du projet préparé sous Giscard, ne prévoit que la

réduction des abus les plus flagrants, comme le maintien des travailleurs d'une entreprise en situation de «faux intérim» (contrats successifs de trois mois), ou les périodes d'essai déguisées en intérim, et exclues ainsi du calcul de l'ancienneté. Il laisse intact le système dans son ensemble pourtant dénoncé par Cousté lui-même comme nocif pour le salarié et pour le développement de l'emploi.

Le rapport Auroux d'octobre, s'il prévoit des améliorations pour les salariés de l'intérim, a provoqué ce commentaire révélateur de Promatt (l'une des deux organisations regroupant les agences d'intérim): «Nous sommes satisfaits; le rapport reconnaît l'utilité du travail temporaire et consent à le voir gérer, pour l'instant du moins, par les sociétés d'intérim».

Pour se défendre, les travailleurs intérimaires ne doivent donc compter que sur eux-mêmes, et sur la solidarité des autres salariés.

Prisonniers politiques

(suite de la page 6)

lorsque la pression de la lutte collective atteint le maximum, mais elle provoque inévitablement des conflits aigus dès que cette pression se relâche, et rend alors pratiquement impossible tout travail régulier. Elle s'oppose donc aux exigences élémentaires d'une lutte non velléitaire qui permettrait à ses membres souvent combattifs de sortir du ghetto où la société bourgeoise tend à les enfermer.

Malgré toutes ces difficultés cette campagne a montré qu'il était possible d'organiser une lutte permettant

de combattre le black-out de l'information bourgeoise, de faire reculer l'adversaire, et même d'éveiller l'intérêt et la sympathie de petits groupes de travailleurs pour cette activité, en prenant appui sur d'autres aspects de la répression politique comme la répression syndicale. Il s'agit maintenant de préciser les fonctions d'une organisation de soutien aux prisonniers, des actions de solidarité et surtout, de préciser les objectifs d'une propagande envers le prolétariat, que cette lutte a seulement permis d'aborder sans avoir été encore contrainte de les préciser.

REUNION PUBLIQUE A ANGERS

Samedi 21 novembre à 20h30, Salle des Cours Municipaux, Place Saint-Eloi

Gouvernement de gauche contre les luttes ouvrières.

LISEZ ET DIFFUSEZ

- EL-OUMAMI
- EL COMUNISTA
- IL PROGRAMMA
- COMUNISTA
- PROLETARIER
- EL PROLETARIO
- COMMUNIST
- PROGRAM
- EL PROGRAMA
- COMUNISTA
- PROLETARIO

souscription permanente

LISTE N°17

Angers: 388 F; Belgique: 107 F; Lille: 571 F; Lyon: 172 F; Toulouse: 290 F; Rouen: 3500 F
Total: 5028 F
Total précédent: ... 109909 F
Total général: 114937 F

EL-OUMAMI N° 19 - Novembre 1981

Au sommaire de notre publication désormais mensuelle:

- DEVELOPPER L'ESPRIT DE LUTTE ET D'INITIATIVE
- La question du front anti-impérialiste et anti-fasciste en Algérie
- Les nouvelles données de la situation en Kabylie
- Comment expliquer la condamnation des Frères musulmans en Tunisie
- La lutte des sans-papiers

Abonnements :

1 an : 60 F, 6 mois: 30 F
pli fermé: 90 F et 45 F

Abonnements de soutien: à partir de 100 F

Directeur-gérant SARO
imprimerie «EP»
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

Correspondance abonnement:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du
«Prolétaire»

programme communiste

ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE COMMUNISTE

Soutenez le développement international de la presse du parti ! SOUSCRIVEZ !

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne